

**ACCORD GENERAL SUR LE
COMMERCE DES SERVICES**

RESTRICTED
S/NGBT/W/3/Add.5
3 octobre 1994

(94-1988)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA TURQUIE

Réponse au questionnaire sur les télécommunications de base

La communication ci-jointe est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de la Turquie.

PARTIE I

1. La fourniture de tous les services et installations de télécommunication dans les pays est réservée, selon la loi, à notre organisation. Celle-ci exerce ses activités dans le cadre défini par la législation.
2. Non.
3. Il n'y a pas de description précise correspondant à la définition de l' AGCS ou à une définition au niveau national.
4. La fourniture et l'exploitation de tous les services de télécommunication relèvent de notre responsabilité, mais certains types de services comme ceux du GSM et de TURPAK (réseau turc à commutation par paquets) sont fournis par des entreprises privées sur le principe du partage des recettes.
5. Comme il a été indiqué précédemment, la fourniture des services de télécommunication relève de notre responsabilité. Toutefois, la fabrication et la commercialisation du matériel, y compris l'équipement terminal, sont confiées à des entreprises privées.
6. Notre organisation a le monopole de la fourniture des services, mais certains types de services sont fournis en vertu d'accords entre notre organisation et des sociétés privées, dont la participation aux recettes fait l'objet d'accords.
7. a) Les services tels que ceux du GSM et de TURPAK sont fournis sur la base du partage des recettes. Notre organisation définit les principes d'exploitation et exerce une supervision.
7. b) Oui.
8. Il n'a été conclu aucun accord intergouvernemental ou bilatéral en rapport avec la fourniture de services de télécommunication de base.

PARTIE II

- i)-v) Etant donné que le processus de privatisation n'est pas achevé, les conditions de concurrence et la politique applicable à ce secteur n'ont pas été définies.
- B.1 Les services fournis dans la zone couverte par un même centre de commutation ainsi que les services intra-urbains dans les limites d'une même zone urbaine sont considérés comme locaux.

Les zones situées à l'extérieur des zones urbaines sont considérées comme interurbaines.

Les services entre différentes villes, districts et zones résidentielles rurales sont considérés comme des services à grande distance.

2. Non.
3. Non.
4. Non.

5. Non.
6. Non.
7. Il n'y a aucune prescription à ce sujet.
8. Les entreprises privées sont autorisées à installer des réseaux sur une base non publique.
9. Il n'y a aucune obligation dans ce domaine.
10. Il n'y a aucune restriction dans ce domaine.
11. Elle est réservée à des fournisseurs monopolistiques.

PARTIE III

1. Non.
2. Oui.
3. Les lois et règlements sur les télécommunications sont approuvés par le gouvernement. Notre organisation fournit les services et s'occupe de la maintenance, mais le Ministère des transports supervise ces activités.
4. -
5. -
6. Les principales caractéristiques du système de numérotage sont les suivantes:
 - a) Nombre de chiffres pour les appels locaux: 7 (système de numérotation fermée)
 - b) Forme d'un numéro des services spéciaux: IXX (3 chiffres)
 - c) Nombre d'indicatifs de zone: 77
 - d) Code d'accès pour les appels nationaux (sélection à distance de l'abonné demandé): 0
 - e) Code d'accès pour les appels internationaux (composition du numéro par l'abonné en service international automatique): 00
 - f) Forme d'un numéro d'appel local: NXXXXXX, N = 2 + 08
 - g) Forme d'un numéro d'appel national: 0.0 YXX NXXXXXX (11 chiffres avec le code d'accès), Y = 2 + 08
 - h) Forme d'un numéro d'appel international: 0.0 XXXXXXXXXXXX (de 9 à 14 chiffres avec le code d'accès).
7. Non.

8. Les PTT ont leurs propres normes, établies à partir des recommandations du CCITT et de l'ETSI.
9. Les normes sont publiées lorsqu'elles sont élaborées ou modifiées. Par ailleurs, il arrive que les PTT tiennent compte des suggestions du secteur privé pour améliorer les normes applicables aux équipements terminaux.
10. Tous les équipements terminaux (autocommutateurs privés, télécopieurs modernes, etc.). L'autocertification n'est pas autorisée, excepté pour les équipements du GSM.
11. Si les équipements terminaux ont été homologués par les PTT turcs, ils peuvent être raccordés au réseau public.
12. Oui, s'ils ont été homologués par les PTT turcs.
13. Oui.
14. Il n'y a aucune réglementation dans ce domaine.
15. Non.
16. Oui.
17. Il n'y a aucune réglementation dans ce domaine.
- 18 à 21 Etant donné que la question est examinée dans le cadre de la privatisation, ces dispositions n'ont pas encore été établies.
22. Le droit de fixer les prix est réservé à notre organisation.
23. Non.
24. Il n'existe aucune discrimination.
25. Non.
26. La politique en matière de prix est déterminée en fonction de la situation économique et du coût des services.
27. Oui.
28. Non.
29. Non.
30. Cela dépend de la situation et du besoin des services en question.
31. Le statut d'un nouveau service est déterminé par notre organisation.